

Interview donnée à *Le Point.fr*, propos recueillis par Julian Mattei.

Publiée le 24/06/2017 à 08:49, http://www.lepoint.fr/politique/andre-fazi-les-nationalistes-corses-incarnent-une-forme-de-renouveau-24-06-2017-2137905_20.php#section-commentaires

Le Point.fr : Comment expliquez-vous cette percée sans précédent des nationalistes ?

André Fazi : Les nationalistes progressent en partie grâce aux faiblesses de leurs adversaires. Depuis leur défaite des élections territoriales de 2015, la droite et la gauche insulaires n'ont pas su se restructurer efficacement. Toutefois, cela ne doit pas conduire à relativiser les qualités des nationalistes. Non seulement ils n'ont pas eu le temps de décevoir depuis leur accession au pouvoir territorial, mais ils ont démontré à la fois leur dynamisme et leur rejet de tout jusqu'au-boutisme. Ils peuvent aussi compter sur un leader, Gilles Simeoni, qui est de très loin la personnalité politique préférée des Corses. Enfin, comme en 2015, ils ont su parfaitement mobiliser une machine militante très impressionnante.

Cette élection n'est-elle pas due davantage au « dédagisme » ambiant et au rejet de la classe politique traditionnelle qu'à une véritable adhésion ? La très forte abstention aux législatives, historique en Corse, pourrait relativiser ce résultat...

Ce rejet de la classe politique traditionnelle existe, mais s'il ne s'agissait que de cela, d'autres acteurs nouveaux auraient dû aussi réaliser d'excellents résultats... Quant à l'abstention, elle s'est élevée à 49,35 %, alors qu'elle était de 38,55 % au second tour de 2012. C'est inquiétant d'un point de vue démocratique, mais même avec ce bémol la progression nationaliste reste frappante, d'autant que les trois principaux chefs de parti n'étaient pas candidats.

Quel a été l'impact du dépôt des armes du FLNC, en 2014, sur l'ascension des nationalistes ?

Parlons plutôt d'arrêt de la violence... mais l'impact a été crucial. D'un côté, pour les indépendantistes, la solidarité avec l'action clandestine était un handicap rédhibitoire pour la conclusion d'alliances, y compris avec les autres nationalistes. D'un autre côté, cet arrêt de la violence a effacé les réserves de milliers d'électeurs vis-à-vis du vote nationaliste. Cependant, même si on ne reviendra pas aux années 1980, les risques existent toujours, et l'État les a accrus en multipliant les arrestations et procès de très jeunes militants. Ainsi, un groupe vient de revendiquer plusieurs attentats et actions violentes. Reste à savoir s'il s'adresse principalement à l'État ou aux principaux partis nationalistes, d'autant que nous sommes déjà en période pré-électorale, et qu'il existe des options stratégiques différentes. Selon moi, la démarche est bien plus à même de contrarier le pouvoir régional que le pouvoir national.

Comment les nationalistes sont-ils parvenus à incarner un « renouveau » et à s'imposer dans le paysage politique corse ?

Les nationalistes cherchent à incarner le renouveau depuis l'origine, dans les années 1960. Toutefois, ils ont longtemps été essentiellement un mouvement contestataire, dont une partie employait et justifiait la violence. Leur participation au combat électoral commence en 1982, avec la création d'une assemblée de Corse élue au scrutin proportionnel, ce qui leur assurait une visibilité institutionnelle. Depuis, ils ont investi tous les types de scrutins, ce qui leur a permis de propager leurs thèmes, et de se positionner comme alternative aux forces dominantes. Cependant, leurs progrès ont été lents, difficiles, et discontinus. Leur actuelle dynamique a été initiée lors des élections territoriales de 2010, où leurs deux listes avaient réuni plus de 35 % des voix.

Leurs principales revendications dominant aussi, depuis plusieurs années, le débat public...

Oui, mais on constate aussi que leurs concurrents ont été incapables de promouvoir un autre agenda, cherchant plutôt à s'approprier les thèmes nationalistes. Cela peut étonner, car des questions telles que la santé et l'emploi sont jugées plus importantes que celles de la langue et des institutions. Selon moi, il s'agirait d'un choix par défaut. Les ex-forces dominantes ne se pensaient pas réellement capables de modifier sensiblement les structures économiques et sociales de l'île, d'autant que l'Assemblée de Corse ne dispose pas d'un réel pouvoir normatif et fiscal.

Les nationalistes ont érigé depuis plusieurs années le « renouveau » et la moralisation de la vie politique en arguments de campagne. Ces thèmes sont également mis en avant par le mouvement d'Emmanuel Macron. Cela pourrait-il expliquer les faibles performances de LREM en Corse ?

Les nationalistes incarnaient déjà le changement en Corse, ce qui constituait a priori une sévère concurrence pour LREM. De plus, les candidats investis ici par LREM étaient tous des politiques déjà très expérimentés. Toutefois, je crois surtout que ces candidats ont manqué de soutiens institutionnels et/ou militants. En Corse, aucune investiture nationale ne vous garantit la victoire.

Sur quels thèmes prospèrent les nationalistes et quelles sont leurs principales revendications ?

Par-delà la demande d'amnistie pour leurs militants, leurs revendications principales restent celles votées sous la mandature précédente de l'Assemblée de Corse, sous une majorité de gauche : le pouvoir d'adapter les lois et règlements, la compétence en matière de fiscalité successorale, la co-officialité de la langue corse, un statut conditionnant l'achat foncier ou immobilier à ceux qui résident sur l'île à titre principal depuis au moins cinq ans. Ces quatre revendications nécessitent à tout le moins une révision de la Constitution, et le gouvernement n'y est certainement pas favorable, ne serait-ce que du fait de la charge polémique impliquée. Au demeurant, si les nationalistes obtenaient une majorité absolue lors des élections territoriales de décembre 2017, il serait plus difficile de maintenir toutes les portes closes, sauf à encourager les radicalités et la distanciation entre une grande partie de la population et la République.

Le FN a réalisé un score particulièrement important en Corse lors de l'élection présidentielle, mais aucun de ses candidats ne s'est qualifié pour le second tour de la législative dans l'île, où les résultats ont été très faibles. Peut-on parler d'une porosité entre l'électorat FN et celui des nationalistes ?

Lorsqu'on évoque un « électorat nationaliste », ou un « électorat de gauche » ou « de droite », on simplifie la réalité. Le choix électoral est un processus complexe, où se confrontent des rationalités multiples – programmatique, affective, clientéliste... – et beaucoup d'électeurs remettent leur choix en cause à chaque élection. Ainsi, le FN peut bénéficier de suffrages d'électeurs de sensibilités très diverses. Certes, les projets du FN et des nationalistes corses sont antagoniques, et les nationalistes au pouvoir ont désigné le FN comme un danger à combattre. Pourtant, la porosité des électorats est réelle, quoiqu'on ne dispose pas d'enquêtes suffisantes pour être précis. D'un côté, bien des individus et des petits groupes affirment la réalité nationale de la Corse, tout en adhérant aux idées de la droite radicale, notamment l'hostilité vis-à-vis de l'islam. D'un autre côté, selon le baromètre 2016 de la confiance politique, 62 % des Français jugent que l'islam est une menace. Il est probable que ce pourcentage soit supérieur en Corse, où les événements d'Ajaccio et Sisco, en 2015 et 2016, ont été largement compris comme des conflits communautaires. La porosité se situerait surtout là. Les électeurs prioritairement préoccupés par la défense de leurs caractères identitaires peuvent facilement juger que le meilleur choix est le vote nationaliste lors des scrutins territoriaux et législatifs, et le vote FN lors des présidentielles.

Que pourrait changer l'entrée des nationalistes à l'Assemblée nationale ?

La ligne du gouvernement sera certainement arrêtée après les territoriales de décembre 2017, mais les députés nationalistes vont tâcher de créer les conditions d'un dialogue concernant une réforme constitutionnelle pour la Corse. Ce rôle d'intermédiation est fondamental. À mon sens, leur intérêt consistera aussi à s'investir autant que possible dans les travaux de l'Assemblée, et pas seulement pour chercher à faire inclure des dispositions spécifiques à la Corse. Cette implication générale sera peut-être le meilleur moyen de développer leur influence. Même s'ils sont non-inscrits, cela ne devrait avoir d'impact décisif qu'à l'échelle des moyens financiers et des questions orales au gouvernement. Les statistiques montrent même que les non-inscrits sont plus actifs que la moyenne des députés, peut-être parce qu'ils ont plus à cœur d'affirmer leur présence.